

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1465

Rubrik: Mondialisation

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Du combat symbolique aux luttes concrètes

Le Forum social mondial tenu à Porto Alegre a réussi à représenter une alternative à celui organisé à Davos. Mais il peine à rassembler les intérêts de tous les participants. La décision de l'Union européenne de ne pas ouvrir immédiatement ses frontières aux pays du tiers-monde importateurs pourrait être un combat, concret, à mener.

LE FORUM SOCIAL mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre en janvier dernier, n'a pas accouché d'une déclaration commune, faute de temps mais probablement aussi à cause de la multiplicité des intérêts représentés. Pourtant 175 organisations ont adopté un appel que publie *Le Courrier* (26 février 2001). Un appel qui, bien entendu, stigmatise la mondialisation libérale, responsable de tous les maux actuels de la planète: racisme, pauvreté, inégalité entre les sexes, violences, atteintes à l'environnement. De larges milieux admettent aujourd'hui que la seule libéralisation des échanges ne conduit pas spontanément à une distribution plus équitable des richesses. Mais une analyse aussi sommaire de la situation que celle proposée par cet appel ne permettra pas à coup sûr d'élaborer une stratégie de changement efficace.

Barrières commerciales

Appeler de ses vœux «un monde différent, sans misère, sans faim, sans discrimination ni violence et pour une meilleure qualité de vie, dans l'équité, le respect et la paix», ne dit rien des voies et moyens concrets de construire ce monde différent, des rapports de force à modifier et des intérêts à bousculer. A cet égard, l'agenda des luttes prévues pour les prochains mois n'apporte guère de précisions: contre le Forum économique mondial de Cancun les 26 et 27 février, contre l'Association nord-américaine de libre-échange en avril, contre la Banque asiatique de développement en mai, contre le sommet du G8 à Gênes en juillet, contre l'assemblée du FMI et de la Banque mondiale à Washington en septembre, contre la session de l'OMC en octobre.

Le combat reste donc largement abstrait, contre des institutions qui certes symbolisent la mondialisation, mais derrière lesquelles se cachent des États, véritables détenteurs du pouvoir de décision. L'Union européenne vient de décider la suppression des droits de douane pour les quarante-huit pays les plus pauvres, un pas décisif vers une libéralisation des échanges qui ne soit pas à sens unique. Mais elle n'a pu se résoudre à ouvrir immédiatement ses

frontières aux importations de riz, de sucre et de bananes. Les mouvements sociaux préoccupés du sort du tiers-monde n'ont pas réagi. On estime que les barrières commerciales érigées par les pays industrialisés font perdre annuellement plus de 100 milliards de dollars aux pays en développement, soit plus du double de l'aide octroyée à ces derniers. Verra-t-on des manifestations de protestation devant le siège des gouvernements des pays riches pour dénoncer cette hypocrisie et le scandale des subventions à l'exportation des produits agricoles? *jd*

BANQUE CANTONALE DE ZURICH

Motus et Bonus

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de la Banque cantonale de Zurich va bénéficier à son tour, en plus de ses indemnités ordinaires, d'un bonus lié aux résultats de l'exercice. Les comptes ont été excellents. Le bonus sera substantiel. Ce fait divers et bancaire, quoique banal, a suscité quelques commentaires acides.

Tout d'abord, le lien entre les résultats de l'exercice et l'activité du conseil de la banque (treize membres) n'est pas évident. C'est une instance d'approbation, qui siège quelques heures, quelques jours dans l'année. Ce n'est pas l'équipe de pilotage. Deuxièmement, le conseil s'attribue à lui-même cette récompense. Self-service. Et ce n'est pas, en l'occurrence, un problème de compétences de ces personnes rares que se dispute le marché. On trouverait des centaines de citoyens qualifiés capables de remplir cette fonction. Troisièmement, le montant du bonus alloué est secret. Selon les justifications ordinaires, ce secret s'explique par la protection des données de caractère personnel. Enfin, bien qu'il s'agisse d'une banque qui bénéficie de la garantie de l'État, les chiffres ne sont même pas communiqués aux commissions de contrôle du canton.

Ce n'est plus du libéralisme, c'est du corporatisme d'Ancien Régime. Prime comme dîme, secret et menace d'une lettre de cachet pour qui violera le secret de fonction ou le secret bancaire.

ag